INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 3 mars 2022**

* Les bourses européennes ont accentué leurs pertes cet après-midi dans un contexte marqué par un conflit ukrainien qui ne semble pas trouver d'issue. Le CAC 40 a ainsi abandonné 1,84% à 6 378,37 points, alors que l'Euro Stoxx 50 a cédé 1,87% à 3 749,20 points. A Wall Street aussi l'inquiétude reste de mise, avec un Dow Jones et un Nasdaq en baisse de 0,41% et 1,21% respectivement en fin de journée.
* La matinée avait été caractérisée par une certaine hésitation des investisseurs, qui espéraient encore une possible résolution diplomatique. Moscou s'est en effet montré ouvert ce matin aux efforts français pour mettre fin aux hostilités, la France souhaitant même présenter un projet de résolution à l'ONU pour un cessez-le-feu. Mais un entretien entre Emmanuel et Vladimir Poutine a semé le doute, la détermination du président russe n'ayant rien de rassurant, selon l'Elysée.
* Les Etats-Unis ont par ailleurs mis en garde la Russie contre tout déploiement d'armes nucléaires en Biélorussie qui serait "dangereusement provocateur et déstabiliserait encore davantage la région".
* A cela s'ajoute le compte-rendu de la dernière réunion de la BCE, en février, dans lequel les dirigeants de la banque centrale ont conclu que la hausse des taux se rapprochait, en raison d'une inflation plus élevée que prévu et de risques orientés à la hausse. Mais l'institution de Francfort doit désormais composer également avec le conflit ukrainien qui, en plus de provoquer une hausse des matières premières, et donc à terme des prix, génère également de la volatilité sur les marchés.
* Dans ce contexte, les nombreuses statistiques prévues aujourd'hui sont quasiment passées inaperçues, si ce n'est un marché de l'emploi toujours vif aux Etats-Unis, avec des inscriptions hebdomadaires au chômage moins nombreuses que prévu.
* Les cours du gaz naturel en Europe ont enregistré un nouveau plus haut historique. Le contrat du Dutch TTF Futures, qui sert de référence en Europe, a atteint 199,99 euros le mégawatteure (+21%) ce matin pour une livraison en avril. Il était retombé à 162 euros en fin d'après-midi. Si les sanctions occidentales à l'encontre de la Russie ne ciblent pas directement les ressources naturelles, les négociants et les affréteurs sont prudents dans leurs relations avec leurs fournisseurs russes. Pour autant, la Russie continue d'approvisionner l'Europe en gaz. .
* L'euro perd 0,49% à 1,1063 dollar et évolue sur ses plus bas depuis juin 2020. La devise américaine bénéficie de son statut de valeur refuge alors que la situation en Ukraine ne semble pas devoir se calmer de sitôt. Le pire semble même être à venir, selon des déclarations de la présidence française à la suite d'un entretien entre les présidents français et russe. En outre, si la Fed devrait débuter son cycle de resserrement de politique monétaire en mars et le poursuivre par la suite, la BCE "pourrait hésiter plus longtemps", selon Commerzbank.

" Même si la pression sur les prix dans la zone euro est également susceptible de s'accentuer à court terme en raison de la hausse des prix de l'énergie ".

" Une hausse de l'inflation qui ne serait pas compensée par des hausses de taux et le risque d'une croissance plus faible : voilà une constellation négative pour l'euro ", souligne le cambiste.

* La croissance de l’activité du secteur privé français a repris de la vitesse en février 2022, après le ralentissement occasionné en janvier par une recrudescence des cas de Covid-19. C'est ce qui ressort des données du bureau d’études IHS Markit. L’indice des directeurs d’achat (PMI) Composite est finalement ressorti à 55,5, après une première estimation de 57,4 et 52,7 en janvier 2022. De son côté, le PMI dans les services a atteint 55,5 en février, après une estimation préliminaire de 57,9 et 53,1 en janvier.

" Le nombre de cas de Covid-19 enregistré quotidiennement s'orientant désormais à la baisse, la croissance a rebondi dans le secteur des services français ", a commenté Joe Hayes, Senior Economist à IHS Markit. " Les dernières données PMI ont en outre mis en évidence de nombreux signes de reprise de l'activité économique en février, le volume global des nouvelles affaires ayant notamment enregistré sa plus forte progression depuis l'été dernier, porté par une tendance sous-jacente favorable sur les marchés ainsi que par l'assouplissement des restrictions sanitaires ".

* 13,4 milliards d’euros ont été notifiés aux particuliers et aux entreprises avec en parallèle 10,7 milliards d’euros d’impôts éludés qui ont été encaissés au cours de cet exercice, annonce le ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance. " L’année 2021 se présente comme une année de reprise du contrôle fiscal puisque la lutte contre la fraude fiscale a non seulement retrouvé son niveau d’avant crise sanitaire mais se rapproche des excellents résultats obtenus en 2019 ", souligne-t-il.

45 % des contrôles engagés en 2021 ont été diligentés suite à une analyse de données de masse et 1,2 milliard d'euros de droits et pénalités ont été notifiés en 2021 grâce au datamining.

La fraude à la TVA côté entreprises et la fraude patrimoniale côté particuliers ont été particulièrement visées.

**SOCIETES**

* Sur les marchés, Thalès (+3,79%) a largement dominé le CAC 40 grâce à ses bons résultats annuels et ses perspectives favorables. Il a été suivi par BNP Paribas (+1,59%) et Axa (+0,71%) qui ont profité de la remontée des taux longs. Engie a en revanche payé son exposition au projet Nord Stream 2 et a sombré à l'avant-dernière place de l'indice (-6,26%).
* Engie ne parvient toujours pas à rassurer les investisseurs sur son exposition au conflit ukrainien. En repli ininterrompu depuis le début de la semaine, le titre de l'énergéticien français recule encore de 3,5% jeudi, à 11,66 euros, alors qu'il a assuré hier soir n'avoir aucune activité industrielle en Russie et ne développer aucun projet d’investissements sur ce territoire. En revanche, il a reconnu être exposé à un risque de crédit pour un montant maximal de 987 millions d'euros dans le cadre du projet Nord Stream 2, qui pourrait se matérialiser notamment en cas de dépôt de bilan.

Engie a contribué depuis avril 2017 au financement de ce projet de gazoduc de 1 230 km reliant la Russie à l'Allemagne, aux côtés de quatre autres investisseurs européens: Gazprom, Shell, Uniper et Wintershall. Le géant gazier russe, propriétaire de Nord Stream 2, a d'ailleurs payé la moitié des travaux, estimés à 11 milliards d'euros.

L'exploitation du gazoduc, achevé l'année dernière, n'a toujours pas débuté, et l'Allemagne a suspendu sa certification dans le cadre des sanctions contre Moscou après l'invasion de l'Ukraine. Nord Stream 2 est également sous le coup de sanctions américaines.

Mardi, Reuters révélait que la société qui exploite le gazoduc, basée dans la ville suisse de Zoug, était sur le point de se retrouver en cessation de paiement et qu'elle avait commencé à mettre un terme aux contrats de ses employés. Une information partiellement démentie le lendemain par Nord Stream 2 AG.

"Nous ne confirmons pas les informations de presse selon lesquelles Nord Stream 2 s'est déclarée en cessation de paiement", a indiqué la compagnie dans un courriel adressé à Reuters. "La société a seulement informé les autorités locales qu'elle a dû mettre fin aux contrats de ses employés en raison des sanctions américaines qui lui ont été imposées".

Nord Stream 2 AG a également reconnu être "confrontée à d'énormes difficultés de paiement" en raison des sanctions américaines.

* Suivant l'exemple d'autres sociétés françaises, Société Générale a détaillé son exposition à la Russie. En Bourse, l'action de la banque perd 0,99% à 23,07 euros, sous-performant ses concurrentes, BNP Paribas et Crédit Agricole, bien orientées. Depuis le début de la guerre en Ukraine, Société Générale a perdu plus du quart de sa capitalisation. Dans l'hypothèse d'un scénario noir où elle perdrait la propriété de ses actifs dans ce pays, son ratio de fonds propres durs (CET1) serait amputé de 50 points de base.

Société Générale " assure être tout à fait en mesure d'absorber les conséquences d'un éventuel scénario ", soulignant que son ratio CET1 s'élevait 13,7% au 31 décembre 2021, soit une marge de manœuvre d'environ 470 points de base au-dessus de l'exigence réglementaire.

La banque souligne que cet impact ne remettrait pas en cause le versement du dividende au titre de l'exercice 2021.

L'année dernière, les activités localisées en Russie ont représenté 2,8% du produit net bancaire et 2,7% du résultat net du groupe.

* Thales s’adjuge la première place du CAC 40, avec un gain de 4,28% à 107,30 euros. Déjà porté récemment par la perspective de hausse des budgets de défense en Europe, le groupe profite également aujourd’hui de la publication de solides résultats annuels et d’objectifs favorables, ainsi que de l’annonce d’un programme de rachat d’actions. Du côté des analystes, Invest Securities évoque un " bon cru 2021 " et des " perspectives favorables ". En première approche, Jefferies a reconduit sa recommandation d'Achat et son objectif de cours de 121 euros sur le titre Thales.

En 2021, l'équipementier pour l'aérospatiale, la défense et la sécurité a publié un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 1,09 milliard d'euros (+125% sur un an) et un Ebit de 1,65 milliard d'euros (+32,1%). Il en découle une marge de 10,2%, en hausse de 2,1 points.

De son côté, le chiffre d'affaires ressort à 16,19 milliards d'euros, en hausse de 5,3% à données publiées et en organique.

Enfin, les prises de commandes atteignent 19,91 milliards d'euros, en hausse de 18% à données publiées et en organique.

* Technip Energies s'envole aujourd'hui au SBF 120, après plusieurs séances consécutives en nette baisse. Le titre du groupe d'ingénierie spécialisé dans le secteur énergétique bondit de 12% à 9,85 euros dans le sillage de la hausse des cours du pétrole, mais aussi de la publication de ses résultats annuels. Il en a également profité pour tenter de rassurer les investisseurs à propos de son exposition à la Russie, affirmant que l'impact financier potentiel de la crise sur l'entreprise était "contenu".

"Nous avons cessé de travailler sur toute nouvelle opportunité commerciale en Russie et sommes confiants dans la solidité de l'activité globale et diversifiée de Technip Energies, de son bilan, et de sa capacité à investir et à mettre en œuvre sa stratégie", a ajouté le groupe.

Pour rappel, Technip Energie est fortement engagé dans le projet Artic LNG 2, un développement majeur de gaz naturel liquéfié (GNL) situé sur la péninsule de Gydan en Russie. Le projet aura une capacité de production de 19,8 millions de tonnes par an (Mtpa) et le premier cargo de GNL d'Arctic LNG 2 est attendu pour 2023.

Par ailleurs, au 31 décembre 2021, environ 3,8 milliards d'euros, ou 23% du carnet de commandes, étaient liés à des projets en cours d'exécution en Russie, et seront affectés par la crise actuelle, précise le groupe. L'exécution de ce carnet de commandes est programmée sur une période de 5 ans entre 2022 et 2026.

* Alors que l’aide aux collaborateurs de Crédit Agricole Ukraine réfugiés en Pologne s’est structurée autour du dispositif mis en place par Crédit Agricole Bank Polska, le groupe dans son ensemble a voulu manifester sa solidarité envers les victimes du conflit en Ukraine.

C'est pour manifester son soutien de façon coordonnée, et permettre aux collaborateurs qui le souhaitent de participer, qu'un fonds de solidarité est lancé par le groupe Crédit Agricole, en soutien aux Ukrainiens. Son montant est de 10 millions d'euros, doté par Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales de Crédit Agricole.

Il sera dédié en tout premier lieu aux enfants d'Ukraine, ainsi qu'aux collaborateurs de Crédit Agricole Ukraine et leurs familles.

Ce fonds de solidarité est ouvert à la contribution volontaire des collaborateurs et des élus du Groupe, partout dans le monde. Selon leurs souhaits, ils pourront contribuer chacun à leur mesure à cette aide financière.

* Spotify a annoncé la fermeture de son bureau en Russie pour une durée indéterminée en réponse à l'invasion de l'Ukraine. La plateforme suédoise de streaming audio, cotée au Nasdaq, a également restreint l'accès à certains contenus mis en ligne par des médias russes affiliés à l'Etat. Elle a également déclaré qu'elle doublerait les dons des employés pour soutenir les efforts humanitaires locaux.

**ANALYSES**

* Se préparant à un troisième mandat à la tête de l'Etat-Parti chinois, Xi Jinping avait fait de la stabilité la priorité de 2022. La guerre en Ukraine engagée par son « ami » Vladimir Poutine vient contrarier cet agenda, poussant le leader chinois à un équilibre de plus en plus inconfortable.

« L'escalade de la réponse occidentale à l'invasion russe obligera de plus en plus Pékin à faire des choix entre son alignement idéologique avec Moscou et ses liens économiques avec les Etats-Unis et l'Europe », estime Neil Thomas, analyste au think tank américain Eurasia Group. Le dossier ukrainien vient s'ajouter à d'autres défis délicats pour le pouvoir chinois, alors que la croissance du géant asiatique ralentit et que les relations sont tendues avec Washington.

C'est dans ce contexte que s'ouvre samedi la session parlementaire, grand-messe annuelle de la vie politique chinoise dont les décisions sont prises à l'avance par les caciques du Parti. Près de 3.000 députés de toute la Chine vont se retrouver durant une dizaine de jours à Pékin, à quelques mois du XXe congrès du Parti communiste à l'automne. Si tout y est généralement réglé comme du papier à musique, la session parlementaire « pourrait fournir un premier aperçu des nouvelles priorités de la Chine en matière de politique étrangère et intérieure » à la lumière de l'invasion ukrainienne, estime Helena Legarda, analyste à l'institut Merics.

Une chose est sûre, le régime chinois est bien décidé à ne pas laisser l'économie ralentir fortement en cette année cruciale pour Xi Jinping. « L'orientation politique est claire : davantage de mesures d'assouplissement pour la stabilité économique », estiment les économistes de Société Générale. Si l'économie chinoise est relativement à l'abri des conséquences de l'invasion de l'Ukraine, elle subit une « triple pression », ont diagnostiqué les autorités : contradiction de la demande, choc d'offre, affaiblissement des attentes.

De fait, la croissance chinoise a nettement ralenti depuis l'été dernier et « les vents contraires […] ne se sont pas encore apaisés », relève Qu Hongbin, économiste chez HSBC. D'une part, le marché de l'immobilier est toujours en crise, avec « de fortes contractions à deux chiffres tant pour les ventes de logement que pour les terrains ». D'autre part, « les incertitudes liées au Covid-19 n'ont pas encore pleinement diminué », poursuit Qu Hongbin, ce qui pèse sur la consommation.

La difficulté pour Pékin est de savoir comment stimuler la croissance sans abuser des vieilles recettes de dépenses inutiles et d'un excès d'endettement. Si l'assainissement financier est passé au second plan, il n'est pas complètement balayé par les autorités. Le Premier ministre, Li Keqiang dévoilera, samedi, la feuille de route pour les mois à venir.

Les économistes de Société Générale attendent des détails concrets sur l'accélération des dépenses d'infrastructures, de nouvelles réductions d'impôt sur les sociétés « et même une relance de la consommation ». Outre une impulsion budgétaire renforcée, « l'orientation accommodante de la politique monétaire est également susceptible d'être réitérée ».

Le Premier ministre Li Keqiang actera la baisse tendancielle de la croissance chinoise. L'objectif pour cette année devrait tourner « autour de 5,5 % » ou se situer « dans une fourchette de 5,0 % à 5,5 % », anticipent les économistes. Compte tenu des défis existants, « les mesures qui devraient être mises en œuvre seront probablement insuffisantes pour atteindre une croissance du PIB réel de 5,5 % en 2022 », craignent toutefois les économistes de Nomura. Reste qu'il ne fait aucun doute que la Chine atteindra l'objectif fixé d'une manière ou d'une autre : « Au cours des trois dernières décennies, l'objectif annuel n'a jamais été manqué de plus de 0,2 point, grâce notamment à la pression politique exercée sur le bureau des statistiques pour qu'il maquille les chiffres », souligne Capital Economics.

**L’AGENDA DU 4 mars 2022**

**8h00 en Allemagne**

PIB au quatrième trimestre  
  
**11h00 en zone euro**

Climat des affaires et sentiment économique en février

**14h30 aux Etats-Unis**

Revenu et consommation des ménages en janvier

Indice des prix PCE en janvier

Commandes de biens durables en janvier

**16h00 aux Etats-Unis**

Promesses ventes immobilières en janvier

Dernière estimation de l'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan en février